



**NS GROUPE**

Votre gestion financière sur-mesure

AVRIL 2025

Rédaction achevée le 11 avril 2025

# Notre newsletter trimestrielle

À la suite des déclarations de Trump concernant son plan de hausses tarifaires, les marchés ont réagi rapidement. Ainsi, au 8 avril 2025, le **CAC 40** enregistre une baisse de **-9,9 %** sur la semaine, s'établissant à **7.100,42** points, contre 7.876,36 le 1er avril et 7.282,22 le 3 janvier.

L'**EUROSTOXX 50** subit une tendance similaire. Alors qu'il affichait une progression trimestrielle jusqu'alors, il chute de **-10,3 %** en une semaine, passant de **5.320,30** le 1er avril à **4.773,65** le 8 avril (contre 4.871,45 en janvier et 4.954,15 en octobre).

Les indices **DOW JONES IND** et **S&P 500** suivent la même dynamique. Stables au 1er avril, ils accusent une semaine plus tard des baisses respectives de **-10,3 %** et **-11,5 %**, leurs cours s'élevant alors à **37.645,59** et **4.982,77**. Sur le semestre, les reculs atteignent **-11,7 %** pour le **DOW JONES** et **-15,8 %** pour le **S&P 500**.

Le **NASDAQ** affiche une baisse marquée de **-21,6 %** sur trois mois, passant de **19.621,68** le 3 janvier à **15.267,91** au 8 avril (contre 17.910,36 le 1er octobre 2024 et 17.449,89 le 1er avril 2025).

Le prix du pétrole **BRENT** connaît également une forte dévaluation. Coté à 76,51 début janvier, il recule à 74,49 le 1er avril puis à **62,82** au 8 avril, enregistrant une chute de **-15,7 %** en une semaine (contre 73,56 en octobre 2024 et 86,24 en juillet).

Du côté des matières premières, l'**or** reste relativement stable malgré un repli hebdomadaire de **-4,8** en avril. Son cours passe de 3.118,90 le 1er avril à **2.968,40** le 8 avril 2025 (contre 2.261 le 2 avril 2024, 2.333,40 le 2 juillet et 2.667,30 le 1er octobre). Le **blé**, quant à lui, reste constant, avec un cours de 529,25 début janvier et de **540,00** au 8 avril.

Les taux longs demeurent stables. Le rendement des obligations américaines à 10 ans recule légèrement de **-0,40 %** sur le trimestre, pour s'établir à **4,30 %**. En Europe, la stabilité prédomine également sur les trois derniers mois : **+0,08 %** pour l'Allemagne, **+0,03 %** pour la France, **+0,18 %** pour l'Italie, **+0,15 %** pour l'Espagne, et **+0,24 %** pour le Portugal. Les taux respectifs sont de **2,63 %**, **3,39 %**, **3,86 %**, **3,35 %** et **3,23 %**. Le taux à 10 ans du Royaume-Uni suit cette même tendance stable, avec une variation de **-0,19 %** et un niveau de **4,60 %** au 8 avril 2025.



## Ponction de l'épargne : une crainte infondée mais persistante chez les Français

Dans un climat international marqué par les tensions géopolitiques et les discussions autour d'une « économie de guerre », une inquiétude émerge dans l'opinion publique française : celle d'une ponction de l'épargne par l'État. Entre inflation, dette publique et financement de l'effort de défense, certains redoutent que leur Livret A ou assurance-vie soient mis à contribution.

Pourtant, aucun projet officiel ne va dans ce sens. Le gouvernement n'a annoncé aucune mesure visant à réquisitionner l'épargne des ménages. Si des réflexions existent sur une meilleure mobilisation de l'épargne privée, elles s'inscrivent dans une logique d'investissement volontaire, notamment via des produits comme le Plan d'Épargne Retraite ou les fonds labellisés durables.

Les experts rappellent par ailleurs que l'État ne peut légalement pas puiser dans les comptes bancaires des citoyens sans décision judiciaire. Les rumeurs évoquant une saisie automatique sont donc infondées.

Néanmoins, la persistance de cette crainte traduit un climat de défiance et une anxiété économique plus large. Résultat : les Français continuent de privilégier des placements jugés sûrs, voire discrets, comme l'or ou les cryptoactifs, au détriment d'investissements plus dynamiques.

En résumé, la ponction de l'épargne n'est pas à l'ordre du jour, mais la peur d'un avenir incertain pousse les Français à rester vigilants.

# LIBERATION DAY?

Le 2 avril 2025, le président Donald Trump a annoncé un plan de hausses tarifaires drastiques, qualifié de "Jour de la Libération" pour l'industrie américaine. Cette politique repose sur un tarif universel de 10 % sur toutes les importations et des surtaxes pouvant atteindre 54 % pour certains pays, notamment la Chine. L'objectif affiché est de renforcer la production nationale et de réduire le déficit commercial des États-Unis. Reste à savoir si cela ressemblera plus à une renaissance industrielle ou à une grosse facture pour les consommateurs.

## Un impact à court terme sous haute tension

Dans l'immédiat, ces nouvelles mesures devraient se traduire par une hausse des prix à la consommation, réduisant le pouvoir d'achat des ménages américains. Les économistes estiment que le revenu moyen pourrait baisser de 2 000 dollars par an en raison de l'augmentation des coûts d'importation. Bref, le "Jour de la Libération" pourrait bien se transformer en "Jour du Portefeuille Vide". Par ailleurs, les marchés financiers ont réagi négativement, avec une chute notable des indices boursiers – Wall Street n'étant visiblement pas fan des surprises économiques de ce genre. La Réserve fédérale a également exprimé ses inquiétudes quant à une inflation prolongée, notamment dans les secteurs manufacturier et automobile. En clair, les prix montent, mais l'enthousiasme, lui, descend en flèche.

## Un avenir incertain et des risques accrus

Si ces mesures visent à renforcer l'industrie nationale, les projections à long terme suggèrent des conséquences potentiellement néfastes pour l'économie américaine et mondiale. La croissance économique des États-Unis pourrait ralentir, avec des prévisions révisées à la baisse par la Réserve fédérale. Le spectre de la stagflation, combinant inflation élevée et croissance stagnante, inquiète les analystes. En d'autres termes, on pourrait se retrouver avec des prix qui explosent et une économie qui cale. De plus, les partenaires commerciaux des États-Unis pourraient réagir par des mesures de rétorsion, alimentant ainsi une nouvelle guerre commerciale. Et comme dans toutes les guerres, ce sont souvent les consommateurs qui trinquent.

Cette politique protectionniste marque un tournant dans la stratégie économique américaine. Il demeure incertain si elle atteindra ses objectifs sans provoquer de crise économique majeure, mais une chose est sûre : les économistes vont avoir du pain sur la planche (et les Américains risquent de payer leur baguette un peu plus cher).



# MAR - A - LAGO

Dans un monde où le dollar se prend pour une superstar, l'ancien président Donald Trump propose un « accord de Mar-a-Lago », inspiré de l'accord du Plaza de 1985. Son idée ? Les États-Unis garantissent sécurité et accès privilégié à leurs marchés, mais en échange, d'autres pays devraient s'unir pour affaiblir le dollar, afin de rendre les exportations américaines plus compétitives.

Pour y parvenir, Trump suggère des taxes ciblées et un fonds souverain pour accumuler des devises étrangères et faire pression sur la valeur du dollar. Le but : rééquilibrer les échanges commerciaux et permettre aux États-Unis de garder leur influence économique, tout en rendant le dollar un peu moins prétentieux. Bref, une petite refonte monétaire à la sauce Trump, pour booster l'économie américaine et apaiser les tensions mondiales.

# SUÈDE

La Suède, ce petit pays scandinave qui fait rêver tout le monde depuis des décennies. Un peu comme un modèle économique et social version "design Ikea" : élégant, fonctionnel et bien équilibré. D'abord un bastion du social-démocratie avec une redistribution des richesses digne d'un Père Noël socialiste, la Suède a progressivement fait une pirouette pour adopter une approche plus libérale, tout en gardant son manteau de protection sociale bien chaud.

Depuis les années 80, face à des défis économiques (et une envie de ne pas finir dans le rouge), la Suède a décidé de dépoussiérer son système : moins de taxes, plus de flexibilité sur le marché du travail et, hop, une économie plus dynamique. Résultat : le pays est devenu l'un des champions européens de la technologie, de l'automobile et de l'énergie. Bref, la Suède a su allier le côté « startup nation » avec un système social solide, garantissant santé, éducation et retraite pour tous. Un vrai mélange entre liberté économique et « on prend soin de vous », comme un petit pot de confiture maison.

Mais attention, ce modèle n'est pas forcément un copier-coller pour tout le monde. Chaque pays a ses particularités, et il serait un peu naïf de penser qu'on peut simplement calquer ce modèle en espérant la même réussite. La clé ici, c'est de comprendre l'équilibre : booster la compétitivité sans laisser personne sur le carreau. La Suède, elle, a trouvé son secret : une gestion astucieuse pour éviter les inégalités tout en étant un champion de l'innovation.

En résumé, la Suède est un peu le "super-héros" économique de l'Europe, mais même un super-héros doit savoir quand sortir son costume et quand se reposer. Ce modèle inspire, mais il faut l'adapter aux spécificités de chaque pays pour qu'il ne devienne pas un gadget de mode, mais un véritable atout durable.



## Focus

### FED

Depuis janvier 2025, la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu ses taux directeurs entre 4,25 % et 4,50 %, malgré les appels de Donald Trump à des baisses immédiates. Cependant, depuis septembre 2024, elle a procédé à trois réductions successives de 0,75 point au total.

En mars 2025, la Fed a révisé à la baisse ses prévisions de croissance économique pour 2025, passant de 2,1 % à 1,7 %, tout en ajustant ses prévisions d'inflation à 2,7 %, en raison des incertitudes liées aux politiques commerciales de Trump, notamment les nouveaux tarifs douaniers.

Trump continue d'exhorter la Fed à des baisses de taux plus rapides, tandis que Raphael Bostic, président de la Fed d'Atlanta, a révisé ses prévisions à une seule baisse de taux en 2025, contre deux prévues initialement, en raison de l'inflation persistante.



### CHINE

Depuis début 2025, la Chine a mis en place plusieurs mesures économiques pour stimuler sa croissance et sa position internationale :

- Objectif de croissance : Le gouvernement chinois vise une croissance de 5 % pour 2025, un objectif ambitieux.
- Assouplissement monétaire : La Chine a adopté une politique monétaire plus souple, avec des réductions de taux d'intérêt et des initiatives pour relancer la demande intérieure et attirer les investissements étrangers.
- Soutien au secteur immobilier : Un soutien de 4 000 milliards de RMB a été alloué pour finaliser les projets de logements, bien que la confiance des consommateurs reste faible.
- Initiatives technologiques : Le plan "Made in China 2025" vise à faire de la Chine un leader dans des secteurs comme les drones, les véhicules électriques et les panneaux solaires.
- Internationalisation du yuan : L'utilisation du yuan dans les transactions internationales a fortement augmenté, en partie grâce aux échanges avec la Russie.
- Relations commerciales et investissements étrangers : La Chine continue d'attirer des investissements étrangers, soulignant l'importance de créer des emplois et de transférer des technologies.



### BCE

Depuis le début de l'année 2025, la Banque centrale européenne (BCE) a ajusté sa politique monétaire pour soutenir l'économie de la zone euro, en abaissant ses taux directeurs de 25 points de base, portant le taux de la facilité de dépôt à 2,75 %. Cela vise à stimuler la croissance face à des défis comme l'incertitude commerciale et les prix élevés du gaz.

La BCE prévoit que l'inflation atteindra son objectif de 2 % d'ici l'été 2025 et anticipe une croissance du PIB de 0,9 % en 2025, 1,2 % en 2026 et 1,3 % en 2027. Cependant, elle reste vigilante face aux tensions commerciales et à l'incertitude politique, notamment en France, et appelle à des réformes pour relancer la croissance.

Enfin, la Bulgarie progresse vers l'adoption de l'euro, avec un objectif d'adhésion à la zone euro le 1er juillet 2025, marquant un pas de plus dans l'intégration monétaire de l'UE.



# DÉCLARATIONS FISCALES

Le service de déclaration en ligne sera ouvert dès le 10 avril 2025 et jusqu'aux dates limites établies par département et par zone. Les dates limites de déclaration pour les trois zones sont les suivantes :

• **Départements n°01 à 19 (zone 1) et non-résidents :**

jeudi 22 mai 2025 à 23h59

• **Départements n°20 à 54 (zone 2) :**

mercredi 28 mai 2025 à 23h59

• **Départements n°55 à 974/976 (zone 3) :**

jeudi 5 juin 2025 à 23h59

Attention, la date limite de déclarations n°2071 et 2072 concernant les Sociétés Civiles Immobilières (SCI) est fixée au lundi 5 mai 2025 (format papier) et au mardi 20 mai 2025 (télédéclaration).

Bonne chance à tous les guerriers de la déclaration fiscale !

Image générée par IA



[CONTACTEZ-NOUS !](#)

[ACCÈS CLIENT](#)

## Avertissement

*Ce document a été réalisé par NS GROUPE™, reflétant ses convictions, et n'est diffusé qu'à titre informatif. Les informations contenues ne constituent en aucun cas une incitation à acheter ou à vendre des titres, ni une quelconque sollicitation ou offre de souscription. Aucune garantie, exprimée ou implicite, ne saurait être attachée au présent document, ni de la part de la société, ni de ses dirigeants, en ce qui concerne l'exactitude, l'intégralité ou la précision des informations qui y sont contenues. De la même façon, la société et ses dirigeants déclinent toute forme d'engagement ou de responsabilité auprès de ceux qui auront pris connaissance de ce document. Les performances passées ne sauraient préjuger des performances futures. Les investisseurs sont susceptibles de subir de lourdes pertes par rapport à leur investissement initial selon l'évolution des marchés et des cours de change.*



**NS GROUPE**  
Votre gestion financière sur-mesure

### NS GROUPE™ - ÉVREUX

9 rue Victor Hugo - 27000 ÉVREUX  
Tél. : 02 32 62 03 98



### NS GROUPE™ - LILLE

126 rue de la Louvière - 59800 Lille

### NS GROUPE™ - PARIS

67 rue La Boétie - 75008 PARIS

